

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIVESCIA

2 rue Clément Ader - BP 1017
51100 Reims

Références : D1 i 2023-558
Code AIOT : 0005701677

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement VIVESCIA implanté Lieu-dit Les Terrages Grande Rue 51320 Bussy-Lettrée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans l'action annuelle sur les silos du département de la Marne en période de forte activité afin de s'assurer que les règles de sécurité essentielles soient respectées pendant ces périodes. Ces visites sont réalisées de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Lieu-dit Les Terrages Grande Rue 51320 Bussy-Lettrée
- Code AIOT : 0005701677
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo vertical de Bussy Lettrée a une capacité de stockage de 20 300 m³ environ. L'activité exercée sur le site ne relève plus que de la rubrique 2160 à autorisation. Le site n'est pas ouvert toute l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite des précédentes visites
- Propreté
- Thermométrie
- Formation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite des précédentes VI	Lettre du 07/03/2023	/	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, / article 13	/	Sans objet
3	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, / article 14	/	Sans objet
4	Formation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, / article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement a subi un incident en janvier 2023 sur un filtre à poussière. Suite à cet incident, des actions ont été entreprises par la coopérative au niveau local mais également au niveau du département. Ainsi, à ce jour l'exploitant s'était engagé sur plusieurs chantier : le remplacement du filtre à poussières, la remise en état et le déplacement de la réserve incendie et le remplacement de la thermométrie. Aujourd'hui, il doit encore réaliser des travaux au niveau de sa réserve incendie mais le reste des actions a été soldé. Les autres points contrôlés lors de cette action spécifique n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection, l'exploitant ayant fourni tous les éléments nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite des précédentes VI

Référence réglementaire : Lettre du 07/03/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Suite incident du 03/01/2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cessation d'activité 2175 Point sur la situation des réserves incendie des autres installations de la coopérative sur la Marne Remise en service du système d'aspiration définitif
Constats : Suite à la précédente visite d'inspection en date du 05/01/2023, l'exploitant a bien réalisé sa déclaration de cessation partielle d'activité relative à la rubrique ICPE 2175 puisque toutes les cuves de stockage d'engrais liquide avaient été enlevées. Concernant les réserves incendie, l'exploitant a réalisé un audit de l'ensemble des réserves incendie de la coopérative dans la Marne et a transmis le bilan de cet audit par courriel en date du 05/07/23 amendé le 21/07/23. Parmi ce bilan certains sites doivent faire l'objet d'une intervention particulière. Concernant le site de Bussy-Lettrée la réserve a bien été remplie et les vannes et raccords sont opérationnels au jour de la visite. L'exploitant doit désormais déplacer la réserve en dehors des flux thermiques liés au phénomène dangereux de l'établissement ou a minima disposer d'une aire d'aspiration en bonne et due forme.

Concernant le système d'aspiration des poussières, l'exploitant a transmis par courriel en date du 27/06/23, les informations relatives à la remise en service du nouveau filtre de type cyclone. L'inspection a constaté le jour de la visite sa mise en place, la modification de la vue de la supervision afférente et son bon fonctionnement.
Observations : L'exploitant s'engage à réaliser suite à la moisson 2023, les travaux afférents nécessaires liés à la réserve incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Le silo est globalement propre le jour de la visite et le registre de nettoyage est complété. Quelques zones spécifiques sont empoussiérées, notamment la galerie sur cellule mais l'exploitant a réalisé le nettoyage depuis la visite d'inspection et a transmis des photos par courriel en date du 21/07/23.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Thermométrie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Le site ne dispose pas d'une thermométrie fonctionnelle le jour de la visite puisque tout le système était en cours de remplacement. L'intervention a débuté début juillet et a pris du retard selon l'exploitant. Le chef de silo ne dispose donc d'aucune visibilité sur les températures du grain stockés dans les cellules.
La procédure interne décrit qu'en cas de panne de la thermométrie : « Dans ce cas, vous devez suivre les consignes indiquées dans le PRP 2 : FIC 08 0017 : ventiler si vous en avez la possibilité, ou

transiler, nettoyer, désinsectiser si nécessaire... »Le chef de silo indique ventiler chaque jour, le soir et la nuit. Il n'a pas la possibilité de ventiler au vu du remplissage quasi complet de son silo. Des mesures compensatoires ont été mises en place par l'exploitant et transmise à l'inspection par courriel en date du 21/07/23, notamment une surveillance accrue dans le silo.
La remise en service a eu lieu le 27/07/23. La thermométrie est désormais opérationnelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'inspection a questionné une des deux personnes intérimaires présentes le jour de la visite. Elle a indiqué avoir suivi une formation en interne avant a prise de poste de 2h suivi d'un quizz afin de vérifier l'acquisition des connaissances en fin de formation. Une partie sur le terrain avec le tour des installations a également lui a également été dispensé. Cette personne était au fait des principaux risques inhérents à l'installation. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet